



L'APPEL DES 300 000 FRÈRES ET SŒURS DE GUYANE  
COMMUNIQUE DE LA SECTION DE CAYENNE

Cayenne, le 4 avril 2017

La LDH, section de Cayenne, en appelle au Gouvernement afin qu'il prenne la juste mesure des inquiétudes de la population et des profondes et légitimes raisons de sa colère et qu'il y réponde. Cette mobilisation citoyenne sans précédent exige que soient pris en compte les retards structurels qu'accuse notre territoire du fait de l'ignorance de ces problématiques par les gouvernements successifs. Il est grand temps non seulement de les rattraper mais encore d'anticiper l'évolution qui s'annonce.

Notre population ne peut se satisfaire de mesures d'urgence. Elle réclame un plan de rattrapage et de développement d'envergure. Des collectifs thématiques se sont constitués pour élaborer des revendications qui répondent d'abord à l'urgence puis à des pistes de développement.

Un engagement à long terme doit être pris et confirmé par les cinq principaux candidats aux futures élections présidentielles. Un programme de grande ampleur doit être engagé pour combler les déficits de l'éducation, du social et de la santé, gage d'un meilleur avenir en matière de sécurité et d'économie.

Mais surtout il est temps d'engager un nouveau mode pérenne de participation de toute la population aux décisions qui la concernent afin que nous puissions réfléchir tous ensemble aux valeurs et aux moyens à mettre en œuvre pour une Guyane où il fait bon vivre.

La Guyane a les moyens naturels et humains qui lui permettraient d'inverser la vapeur et de devenir un modèle dans la nécessaire transition climatique à laquelle le monde entier doit faire face. Nos faiblesses peuvent devenir nos meilleurs atouts puisque nous pouvons entrer pleinement dans la construction d'un nouveau modèle sans avoir à en détruire un autre. Mais il nous faut pouvoir y réfléchir ensemble et compter sur l'appui politique du Gouvernement.

La LDH, section de Cayenne, en appelle également à la vigilance de la population. Conscients de la force de notre belle union populaire, nous devons prendre garde aux intérêts personnels et financiers qui se jouent dans l'ombre. Aucun mouvement populaire n'y a jamais échappé.

Cayenne, le 04/04/2017, Ligue des droits de l'Homme - Section de Cayenne

Maison des Associations - Angle avenue Léopold Heder rue François Arago - 97300 CAYENNE - Courriel : [ldh.cayenne@yahoo.fr](mailto:ldh.cayenne@yahoo.fr)  
138, rue Marcadet 75018 PARIS Tél. : 01 56 55 51 00 Fax : 01 42 55 51 21 - Courriel : [ldh@ldh-france.org](mailto:ldh@ldh-france.org) Site : [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org)



On peut ainsi regretter que certaines revendications n'aient pas été prises en compte dans le cahier de revendications global.

Parce qu'elles n'auraient pas fait consensus, nous dit-on ...

Consensus auprès de qui ??? Pas de la population, dont on a estimé qu'elle n'avait pas à être informée de ces revendications du moment qu'elles avaient été écartées par des représentants de collectifs qui estimaient qu'elles allaient à l'encontre de leurs intérêts personnels et financiers.

Tandis que celle des peuples autochtones sur les mines est grossièrement falsifiée. A qui profite ce qui ne peut être une erreur ?

Qu'en est-il de la transparence et de la consultation de la population promises dans la décision de rejeter en bloc l'ensemble des propositions du gouvernement plutôt que de signer celles validées par les groupes de travail ? Qu'en est-il des revendications non entendues et pourtant partagées par la population ?

Perdant de vue ce à quoi la population a apporté son soutien, certains représentants de collectifs revendiquent aujourd'hui un statut d'autonomie. Comment ne pas y voir récupération et manipulation d'un mouvement populaire au profit de quelques uns ?

Le changement de statut de la Guyane relève de la Constitution et doit être décidé par référendum. La question n'a pas lieu d'être posée ici et seulement deux ans après l'entrée en vigueur du choix émis par la population.

**La LDH, section de Cayenne, appelle les collectifs à garder le cap de ce magnifique mouvement de démocratie participative et à rester concentrés sur les revendications pour lesquelles ils ont le soutien et la confiance des guyanais. Certains enjeux méritent une plus longue et plus profonde réflexion de tous. Personne, aucune organisation, ne peut, ne doit, se substituer à la population.**

**Nous sommes 300 000 véritables frères et sœurs, nous sommes unis, nous sommes déterminés, tout est donc possible ! Nous venons tout juste de nous mettre en chemin, un pas après l'autre, ensemble.**